



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES  
CEA PARIS-SACLAY  
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie commercialement par :

Mme Pascale HARLAUX

Service des Marchés et Achats

01.69.08.36.01 / pascale.harlaux@cea.fr

Affaire suivie techniquement par :

M. Aymeric JOSEPH

PSAC/CME

01.46.54.90.86 / aymeric.joseph@cea.fr

**DIAGNOSTIC ET COMPLEMENT PARTIEL DE  
PIEZOMETRES POUR LE COMPTE DU CEA ET DE  
L'ASNR A FONTENAY-AUX-ROSES (92)**

Référence : Projet de marché n° B26-01205-PH

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par **Monsieur / Madame** ....., en qualité de.....

Ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS ..... représentée par ....., en qualité de .....

**Ou si groupement**

- La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS ..... représentée par ....., en qualité de .....
- La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS .....

Constituées en un groupement momentané d'entreprises solidaires, dont le mandataire est la société xxxxxxxx,

Ci-après dénommée « le Titulaire »,

Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI :**

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)  
Centre CEA Saclay I Bât 530 I PC 98 I  
91191 Gif-sur-Yvette Cedex



## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET .....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION.....	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES .....	6
ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....	8
ARTICLE 6 - REMISE DE LIVRABLES.....	10
ARTICLE 7 - DELAIS D'EXECUTION .....	12
ARTICLE 8 - REUNIONS .....	14
ARTICLE 9 - INTERLOCUTEURS .....	15
ARTICLE 10 - QUALITE .....	16
ARTICLE 11 - ARRETS DE CHANTIER .....	16
ARTICLE 12 - LIVRAISON .....	18
ARTICLE 13 - RECEPTION .....	19
ARTICLE 14 - GARANTIE .....	19
ARTICLE 15 - MONTANT.....	20
ARTICLE 16 - REVISION .....	23
ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....	24
ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE .....	26
ARTICLE 19 - PENALITES.....	26
ANNEXE 2 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX OU UNITES D'ŒUVRE (BPU) .....	33
ANNEXE 3 – MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE).....	34



## **ARTICLE 1 - OBJET**

### **1.1 Dispositions générales**

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de diagnostics et de comblement partiel de piézomètres pour le compte du CEA et de l'ASNR sur le site de Fontenay aux Roses (92).

### **1.2**

Les prestations nécessitent que le Titulaire dispose notamment des habilitations techniques figurant dans les Spécifications Techniques (permis de feu, etc.) et les maintienne en vigueur pendant toute la durée du marché. Cette obligation constitue une condition requise au sens de l'article 39.4 des CGA.

### **1.3 Unité bénéficiaire**

La prestation est effectuée pour le compte de la Direction des Energies (DES), Direction des projets de Démantèlement de Service nucléaire et de la gestion des Déchets (DDSD), Unité d'Assainissement Démantèlement de Fontenay aux Roses (UADF).

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES**

### **2.1**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Les questions complémentaires du CEA sur la candidature/l'offre du Titulaire réf XXXXXXXX du XXXXXX
- Le dossier de consultation du CEA référencé B26-01205-PH, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
  - le relevé de questions réponses avant remise des offres réf XXXXX du XXXX (NB : référencer le dernier relevé qui doit être autoporteur)
  - Les Spécifications Techniques constituées des pièces suivantes :
    - Le cahier des charges référencé SPRE/DIR/SP/018 Indice B du XX/XX/XXXX,
  - Le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Fontenay-aux-Roses ;
  - La consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
  - La consigne à l'attention des entreprises extérieures référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 indice B de juillet 2021 et intitulée « Evacuations des déchets conventionnels gérées en direct par les installations et pénalités applicables en cas de non-respect des consignes » ;



Marché n° 4000XXXXXX

- Le Cahier des Spécifications Techniques Générales (CSTG) relatif aux prestations et/ou travaux à réaliser, en dehors des INB, sur le Centre du CEA/FAR (référéncé STLI.CSTP.12/001 du 14/06/2012) ;
  - Les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022) ;
  - Le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021 ; *(si prestation sur site)*
- À titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée .....  
incluant notamment la réponse en termes d'analyse environnementale du ..... **(À compléter par le soumissionnaire) et les  
réponses aux questions complémentaires référence XXXX du XXX**

- 2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

### **ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION**

Les prestations se déclinent en une partie forfaitaire et une partie estimative.

#### **3.1 Partie forfaitaire :**

Les prestations de la partie forfaitaire sont décrites dans le cahier des charges et se déclinent comme suit :

- Poste 1 : Retrait des équipements,
- Poste 2 : Investigations, analyse des résultats et définition de la méthode de nettoyage & comblement,
- Poste 3 : Entretien puis remise en fonction du F13,
- Poste 4 : Opérations de comblement partiel (Test F2/B et F8/H).

#### **3.2 Points de validation**

Dans le cadre de cette prestation, le Titulaire devra respecter les points de validation mentionnés au § 4.2.1 du cahier des charges.

Le franchissement de chaque jalon donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal sans réserve signé par les Parties, la signature de ce PV ne diminuant en rien la responsabilité du Titulaire jusqu'à la réception des prestations.

### 3.3 **Partie estimative**

Les prestations de la partie estimative se déclinent en prestation sur bordereau de prix et prestations sur devis préalables.

#### 3.3.1 *Partie sur bordereau de prix (BPU)*

Le Titulaire pourra être amené à réaliser des prestations sur la base d'un bordereau de prix unitaire (BPU).

Ces prestations sur BPU seront rémunérées sur la base d'unités d'œuvre mentionnées à l'article « Montant » du marché de travaux. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande du CEA formalisée par un ordre de service (OS) dont le modèle figure en annexe.

Les Parties peuvent convenir de la création de nouveaux BPU au cours de l'exécution du marché dans les conditions et modalités suivantes :

- L'objet des BPU sont en relation directe avec l'objet et le périmètre du marché et s'avèrent nécessaires à la réalisation des prestations. Le chiffrage de ces BPU doit être justifié et détaillé.
- Une prestation sur devis préalable qui s'avèrerait récurrente peut être transformée en unité d'œuvre et être intégrée au BPU.

A titre exceptionnel, le CEA formalise cette évolution et son accord par un courrier co-signé par les Parties. Les nouveaux BPU sont applicables dès réception par le Titulaire de ce courrier co-signé, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

#### 3.3.2 *Partie sur devis préalables*

Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé à l'article « Montant » du présent marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification ou l'ajout de travaux supplémentaires.

Les prestations sur devis préalables portent exclusivement sur des modifications ou des travaux supplémentaires non couverts par les Spécifications Techniques, nécessaires à la bonne réalisation du marché et directement liés à l'exécution de ce dernier, que le CEA se réserve le droit de faire effectuer par le Titulaire.

Pour ces travaux, le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire qui fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 5 (cinq) jours ouvrés, faisant apparaître une décomposition de son montant sur les bases suivantes :

- Des prix contractuels de l'offre du Titulaire, remis lors de sa soumission,

- Ou, à défaut, de prix nouveaux, pour des natures de prestations/travaux non chiffrés à l'offre, décomposés comme suit :
  - Le nombre d'heures d'intervention par qualification, les taux horaires (conformes aux dispositions de l'article « Montant » du marché),
  - La part approvisionnement et, le cas échéant, le coefficient de peines & soins associé, accompagné des justificatifs correspondants,
  - La part sous-traitance et, le cas échéant, le coefficient de peines & soins associé, accompagné des justificatifs correspondants,

Ce devis comprendra également un descriptif des prestations à réaliser et un calendrier de réalisation.

Chaque devis fait l'objet d'une instruction et si nécessaire de négociations, jusqu'à sa validation par le CEA. Une fois acceptés par le CEA, les devis ont un caractère ferme et forfaitaire.

Les devis présentés par le Titulaire sont réputés tenir compte de tous les impacts des modifications concernées, afin de permettre au CEA de prendre des décisions au vu de l'ensemble des conséquences sur le marché.

Le Titulaire n'engage aucun travail modificatif sans avoir reçu l'accord préalable et écrit du CEA sur le devis, formalisé par une fiche de modification sur devis préalables (FDMDP) signée par le CEA, dont le modèle figure en annexe du marché. Le CEA ne sera redevable d'aucune somme au titre d'éventuels travaux ou prestations complémentaires qui n'auraient pas fait l'objet d'une FDMDP signée par le CEA.

Le Titulaire s'engage à prendre en compte les moins-values résultant des prestations retirées du périmètre du marché. Dans ce cas ces moins-values feront également l'objet d'une fiche de modification (FDMDP) distincte détaillant le montant sur la base des prix contractuels de l'offre du Titulaire visée à l'article 2 supra.

Chaque FDMDP est prise en compte financièrement soit au titre de la part estimative, dans la limite du montant plafond correspondant, soit par la conclusion d'un avenant au marché établi au plus tard à l'échéance du marché. L'avenant regroupe une série de FDMDP le cas échéant. Ce choix est soit mentionné sur la FDMDP, soit décidé ultérieurement et notifié dans un compte rendu de réunion. Les prestations supplémentaires nécessitant une contractualisation par voie d'avenant ne pourront être facturées par le Titulaire qu'après signature de cet avenant par les Parties.

## **ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **4.1 Obligations du Titulaire**

#### **4.1.1 Obligation de résultat**

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

#### 4.1.2 *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

#### 4.1.3 *Moyens et/ou matériels mis en œuvre par le Titulaire*

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel et les moyens nécessaires à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels ou des moyens appartenant au CEA étaient mis à disposition du Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA.

### 4.2 **Connaissance des lieux et de l'environnement**

Le Titulaire déclare :

- Avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- Que, conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, il a effectué les vérifications préalables, notamment sur les indications des plans et descriptifs remis par le CEA, a relevé sur place le cas échéant, ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis. Il a correctement identifié les éventuelles contraintes ou nuisances et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux travaux.

Le Titulaire ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa prestation les prestations nécessaires au bon accomplissement du marché.

Il devra de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des travaux avec les tiers contractants du CEA et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution de sa mission.



Marché n° 4000XXXXXX

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

#### **4.3 Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

### **ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

#### **5.1 Conformité aux normes**

Le matériel devra être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France. Il présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément du matériel sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs au matériel fourni ou élément du matériel fourni.

**5.2** Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art, aux prescriptions des normes NF en vigueur et des Documents Techniques Unifiés (DTU).

#### **5.3 Horaires d'intervention**

Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45, sur le site de Fontenay-aux-Roses, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2026, ces derniers sont les suivants :

- Vendredi 2 janvier,
- Vendredi 15 mai,
- Lundi 13 juillet,
- Lundi 10 août au vendredi 14 août,
- Lundi 28 décembre au jeudi 31 décembre

Les jours de fermeture pour les années suivantes seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.





Marché n° 4000XXXXXX

Le Titulaire intervient de manière nominale pendant les horaires de travail du personnel CEA soit de 8 h 30 à 17 h10 du lundi au vendredi. Si le CEA en fait la demande ou si le Titulaire souhaite réaliser sa prestation en dehors de ces horaires de travail, ou sur un jour programmé de fermeture du CEA, tout en restant dans la plage horaire d'ouverture, il doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA. Dans tous les cas, les horaires d'intervention sont définis et mentionnés au plan de prévention.

Si exceptionnellement un travail doit être effectué ou se prolonger en dehors des horaires convenus, le responsable du Titulaire doit à nouveau obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA.

#### **5.4 Personnel du Titulaire**

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire intervenant sur les sites du CEA Paris Saclay sont décrites en annexe 1 au présent marché.

#### **5.5 Clause environnementale**

Pour évacuer les déchets conventionnels, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions mentionnées dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 visée à l'article 2 du marché.

Le Titulaire s'engage à privilégier des outils, matériaux, supports et cycles de vie des produits, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteurs en CO<sub>2</sub> et à fournir et suivre le bilan des émissions de gaz à effet de serre générées par les travaux.

A ce titre, les objectifs environnementaux sont déclinés comme suit :

- Limiter les risques et les nuisances engendrés par les travaux et choisir des matériels et outils réduisant au maximum les nuisances sonores et l'empoussièrement dans les locaux ;
- Limiter les risques de pollution de proximité en substituant, autant que faire se peut, des produits dangereux et/ou nocifs pour l'environnement par d'autres produits équivalents moins nocifs ;
- Limiter la quantité de déchets produits et mettre en place des opérations de tri, conditionnement et évacuation conformes aux dispositions des Spécifications Techniques ;
- Afin de réduire l'émission de GES durant l'exécution des prestations, optimiser le chargement des camions, les déplacements et utiliser des moyens de transports faiblement émetteurs en CO<sub>2</sub> ;
- En matière d'approvisionnement, privilégier le choix de fournitures ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale, intégrant des matériaux recyclés ou performants d'un point de vue environnemental.

Il est attendu du Titulaire qu'il fournisse et suive les indicateurs suivants :

- Bilan des émissions de gaz à effet de serre générées par les déplacements des engins et véhicules,



Marché n° 4000XXXXXX

- Reporting complet des déchets (volume, type, et volume orienté vers le réemploi), bons de pesée et traçabilité,
- Part de produits écolabellisés ou faisant l'objet d'une évaluation environnementale (ex. : FDES),
- Bons de pesée et traçabilité des déchets
- Un bilan de ces indicateurs sera à fournir par le Titulaire en fin de travaux.

## 5.6 Clause sociale

Afin d'assurer la sécurité et protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent au cours de l'exécution des travaux, le Titulaire doit mettre en œuvre des mesures de prévention des risques qui doivent comprendre les actions de prévention, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. Le Titulaire est de plus tenu de se conformer aux dispositions prévues en termes d'hygiène et de sécurité prévues dans les documents mentionnés à l'article 2.

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

Le Titulaire produira à cet effet en fin de marché une note retraçant les actions et initiatives qu'il aura entreprises durant cette période.

## **ARTICLE 6 - REMISE DE LIVRABLES**

### **6.1 Livrables à remettre**

Outre les livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques du CEA, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables listés ci-après.

#### **6.1.1 Avant les travaux**

Le Titulaire s'engage à fournir :

- Un planning prévisionnel détaillé des travaux,
- Un Plan Qualité Particulier (PQp) pour la réalisation du marché,
- Le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
- L'ensemble des documents d'études d'exécution,

#### **6.1.2 En cours de travaux**

Le Titulaire s'engage à :

- Mettre à jour, à une fréquence hebdomadaire, le planning de ses travaux,
- Tenir à jour le dossier descriptif des installations, Bon Pour Exécution, pour tenir compte des éventuelles évolutions et assurer la traçabilité jusqu'au dossier Tel Que Construit (TQC),

- Soumettre au CEA un programme prévisionnel des opérations de réception, au moins un mois avant la date prévue pour leur réalisation.

### 6.1.3 *A la fin des travaux*

Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remettra au CEA, le Rapport Final d'Intervention (RFI) et le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).

Le RFI réunira en un seul document les 4 rapports fournis au cours de la prestation, respectivement à la fin des postes 2, 4, 6 et 8, demandés dans le Cahier des Charges, en leur version acceptée par le CEA. Chaque rapport comprendra, a minima, les éléments suivants :

- La chronologie et le descriptif des opérations réalisées, leur durée, les moyens matériels et humains,
- Les résultats des investigations et leur interprétation,
- Les incidents et/ou événements éventuels qui auraient pu se produire,
- L'état initial et final des piézomètres et de leur équipement,
- Le retour d'expérience.

Le DOE contiendra les documents techniques ou administratifs nécessaires pour l'utilisation ultérieure des piézomètres issus de cette prestation (notices, garanties, certificats de conformité). Notamment, la composition chimique, la composition granulométrique et la tenue mécanique des matériaux de comblement introduits ; la durée et le débit de pompage préconisés pour les purges

Le RFI et le Dossier des Ouvrages Exécutés seront transmis sous format numérique en un seul document PDF. Le Titulaire fournira également les figures, schémas, photos, plans qu'il contiennent aux formats .pptx, .png .jpg ou .dwg et les vidéos des inspections caméra au format .mp4

## 6.2 **Validation et support des livrables**

Les modalités de validation des livrables sont décrites à l'article 22.1 des CGA.

Les livrables, formalisés par l'apposition du tampon VSO (Vu Sans Observation), seront remis sous format numérique au CEA pour validation.

Le Titulaire prévoit à ses frais et risques la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 30 jours ouvré à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 30 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.



Les livrables validés seront remis au CEA sous la forme d'un exemplaire numérique.

### 6.3 Format des documents

Tous les dossiers remis par le Titulaire seront conformes aux spécifications de la charte graphique DAO référencée DRF/SAC/UST/S2P/SP/10 disponible sur simple demande. Ils seront réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft office,
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS pour les documents de type planning,
- AUTOCAD pour les documents dessinés.
- Png ou .jpg pour les images,
- mp4 pour les vidéos
- Adobe Acrobat Reader (PDF)

### 6.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

## **ARTICLE 7 - DELAIS D'EXECUTION**

T0 étant la date de signature du présent marché par les parties, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution renseignés par ses soins dans les cases blanches de la dernière colonne :

**Nota : Les délais figurant dans le tableau ci-dessous sont indicatifs et souhaités par le CEA. Dans son offre, chaque soumissionnaire veillera à s'en approcher ou à les optimiser. L'offre du soumissionnaire constituant un engagement ferme et global, si elle est retenue, les délais figurant dans son offre deviendront contractuels et seront pris en compte dans le tableau ci-dessous.**

Intitulé	Délais maximums de validation du CEA	Délais maximum souhaités par le CEA	Délais maximum proposés par le soumissionnaire
<b>Prestations forfaitaires</b>			
Réunion d'enclenchement		T0 + 2 semaines	

Remise du projet d'installation de chantier		$T0 + 3 \text{ semaines} = T1$	
Acceptation par le CEA du projet d'installation du chantier	$T1 + 4 \text{ semaines}$		
Début des postes 1 et 2		$T1 + 5 \text{ semaines}$	
Fin des postes 1 et 2	Point de validation n°1 = T2		
Remise du 1 <sup>er</sup> rapport (poste 2e)		$T2 + 4 \text{ semaines} = T3$	$T2 + \dots \text{ semaines} = T3$
Validation par le CEA du 1 <sup>er</sup> rapport	$T3 + 6 \text{ semaines}$		
Début des postes 3 et 4		$T3 + 7 \text{ semaines}$	
Fin des postes 3 et 4	Point de validation n°2 = T4		
Remise du 2 <sup>e</sup> rapport (poste 4f)		$T4 + 3 \text{ semaines} = T5$	$T4 + \dots \text{ semaines} = T5$
Validation par le CEA du 2 <sup>e</sup> rapport	$T5 + 4 \text{ semaines}$		
<b>Prestations sur bordereaux de prix</b>			
Début des postes 5 et 6		$T5 + 5 \text{ semaines}$	
Fin des postes 5 et 6	= T6		
Remise du 3 <sup>e</sup> rapport (poste 6d)		$T6 + 3 \text{ semaines} = T7$	$T6 + \dots \text{ semaines} = T7$
Validation par le CEA du 3 <sup>e</sup> rapport	$T7 + 4 \text{ semaines} = T8$		
Début des postes 7 et 8		$T8 + 5 \text{ semaines} = T9$	
Fin des poste 7 et 8	= T9		
Remise du 4 <sup>e</sup> rapport (poste 8d)		$T9 + 3 \text{ semaines} = T10$	$T9 + \dots \text{ semaines} + T10$
Validation par le CEA du 4 <sup>e</sup> rapport	$T10 + 4 \text{ semaines} = T11$		

Remise du RFI et du DOE		T11 + 3 semaines = T12	T11 + ..... semaines = T12
Acceptation par le CEA du RFI et du DOE	T12 + 4 semaines = T13		
Réception de fin de chantier		T13 + 1 semaine	

En cas de réserves au moment de la réception des travaux, le Titulaire se conforme au délai de levée de réserves qui sera indiqué sur le PV de réception ou à défaut respectera un délai de 3 mois maximum à compter de la date de réception.

\*\*\*\*\***Les délais ci-dessus sont à compléter par les soumissionnaires**\*\*\*\*\*

## **ARTICLE 8 - REUNIONS**

### **8.1 Inspection Commune Préalable (ICP)**

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Le cas échéant cette réunion servira à élaborer un Plan de Prévention.

Cette réunion sera organisée 5 jours avant le début d'exécution des travaux.

Le Titulaire et ses éventuels sous-traitants y devront participer et signer le plan de prévention. Ce plan devra être scrupuleusement respecté par tous les intervenants.

### **8.2 Réunion d'enclenchement**

Une réunion de démarrage sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay dans les délais mentionnés à l'article « Délais d'exécution ».

Lors de cette réunion, le Titulaire devra notamment proposer un planning détaillé (réunions, points d'arrêt, etc.) qu'il juge nécessaires pour suivre la bonne exécution du marché. Ce planning, devra être accepté par le CEA avant tout commencement des prestations et devra respecter les délais mentionnés à l'article « Délais d'exécution ».

### **8.3 Réunions d'avancement/Réunion de chantier**

Pour suivre l'exécution du marché, les parties tiendront des réunions dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord. Sauf modification concertée, la périodicité sera au minimum hebdomadaire.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- État d'avancement des prestations (étude et travaux),



Marché n° 4000XXXXXX

- Écarts par rapport aux Spécifications Techniques,
- Examen des problèmes rencontrés,
- Suivi des consignes sécurité,
- Bilan des indicateurs et/ou des actions dans le domaine social et environnemental.

#### 8.4 Réunions de clôture

Une réunion de clôture sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay à la fin de l'exécution du marché.

#### 8.5 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

#### 8.6 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour approbation et acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

### **ARTICLE 9 - INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

<b>CEA (maître d'ouvrage)</b>			
M. Aymeric JOSEPH	Responsable Technique	01.46.54.90.86	aymeric.joseph@cea.fr
Mme Pascale HARLAUX	Responsable Commercial	01.69.08.36.01	pascale.harlaux@cea.fr
<b>Titulaire du présent marché</b>			
M. XXXXXX	Responsable Technique	01.XXXXXXX	<a href="mailto:xxx@xxx.fr">xxx@xxx.fr</a>
M. XXXXXX	Responsable Commercial	01.XXXXXXX	<a href="mailto:xxx@xxx.fr">xxx@xxx.fr</a>
M. XXXXXX	Responsable Sécurité	01.XXXXXXX	<a href="mailto:xxx@xxx.fr">xxx@xxx.fr</a>

Le rôle et les missions du Responsable Sécurité sont définis à l'article 13.5 des CGA.



Marché n° 4000XXXXXX

Le Responsable technique et le Responsable Sécurité du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où le responsable technique du Titulaire, le Responsable Sécurité ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

## **ARTICLE 10 - QUALITE**

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001, ISO 14001. Il établira un Plan Qualité particulier (PQp) relatif à la prestation.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

## **ARTICLE 11 - ARRETS DE CHANTIER**

### **11.1 Principes généraux**

#### **11.1.1 Généralités**

Est désignée comme « Arrêt de chantier » toute interruption de chantier :

- Du fait du CEA,
- Strictement supérieure à une demi-journée,
- Et ayant fait l'objet d'une notification par le CEA.

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les Arrêts de chantier susceptibles d'affecter les prestations effectuées par le Titulaire. Ils font l'objet d'un Procès-Verbal de notification contradictoire avant l'arrêt, ainsi qu'à la reprise.

Tout Arrêt de chantier entraînera la prolongation du délai contractuel pour les durées correspondantes.

#### **11.1.2 Nature de l'arrêt de chantier**

Les arrêts de chantier sont soit programmés, soit inopinés.



Un arrêt de chantier programmé est un arrêt pour lequel le CEA a notifié le Titulaire avec un délai de prévenance d'au moins 7 jours calendaires.

Un arrêt de chantier inopiné est un arrêt pour lequel le CEA a notifié le Titulaire avec un délai de prévenance strictement inférieur à 7 jours calendaires.

### 11.1.3 Exclusions

Sont exclues du champ d'application du présent article :

- Toutes les interruptions de chantier du fait du Titulaire et trouvant leur origine, même partiellement dans le non-respect par le Titulaire du marché et de l'ensemble de ses documents applicables.
- Les jours de fermeture du CEA mentionnés à l'article « horaires d'intervention » et les périodes d'arrêt définies dans les Spécifications Techniques et/ou dans le planning de réalisation des prestations accepté par le Titulaire.

## 11.2 Indemnisation des Arrêts de chantier

### 11.2.1 Périmètre

Qu'ils soient programmés ou inopinés, et en l'absence de précision lors de la notification par le CEA, les Arrêts de chantier sont considérés comme étant des Arrêts de chantier avec immobilisation du matériel.

A contrario, le repli du matériel est expressément spécifié par le CEA dans la notification de l'Arrêt de chantier ou au cours de l'arrêt de chantier.

Tout arrêt de chantier ouvre droit à une demande d'indemnité par le Titulaire qui fera apparaître selon les modalités fixées dans le tableau suivant :

- Les frais de main-d'œuvre,
- Les éventuels frais d'immobilisation du matériel loué et présent sur site pour la réalisation des travaux,
- Les frais relatifs à la démobilisation et la remobilisation en cas de repli demandé par le CEA.

Après examen, le CEA informe le Titulaire des frais qu'il accepte de rémunérer au titre d'un arrêt de chantier par courrier simple.

### 11.2.2 Modalités d'indemnisation et de reprise

Les modalités de prise en charge des frais liés aux Arrêts de chantier sont spécifiées dans le tableau ci-dessous :

	Arrêt de chantier Programmé	Arrêt de chantier inopiné
Frais de main d'œuvre	Non indemnisable	Indemnisation jusqu'à 3 jours maximum selon la durée de l'arrêt.

		<p>En fonction des personnels identifiés sur le chantier le jour de l'arrêt.</p> <p>Calcul selon les taux par qualification définis à l'article montant du marché et/ou sur présentation de justificatifs.</p>
Location de matériel présent sur le chantier et loué par le Titulaire		Sur présentation des factures de location pour la durée d'arrêt et selon le relevé contradictoire des matériels
Démobilisation / remobilisation		Sur présentation de justificatifs
Reprise des travaux	Arrêt de chantier sans repli	<p>A défaut d'accord préalable entre les Parties, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution des travaux interrompus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour un arrêt inférieur ou égal à 7 jours calendaires = au plus tard 5 jours calendaires après notification du CEA de la reprise des travaux,</li> <li>- Pour un arrêt strictement supérieur à 7 jours calendaires = au plus tard 7 jours calendaires après notification du CEA de la reprise des travaux,</li> </ul> <p>En cas de non-respect de ce délai, le Titulaire encourt des pénalités fixées à l'article « Pénalités ».</p>
	Arrêt de de chantier avec repli	<p>A défaut d'accord préalable entre les Parties le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution du chantier au plus tard 14 jours calendaires après notification par le CEA de la fin de l'Arrêt de chantier.</p> <p>En cas de non-respect de ce délai, le Titulaire encourt des pénalités fixées à l'article « Pénalités ».</p>

## **ARTICLE 12 - LIVRAISON**

Les approvisionnements et fournitures doivent être livrées sur le lieu des travaux, après accord préalable du CEA

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, l'emballage, l'assurance et le déchargement jusqu'au lieu de livraison, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété qui aura lieu à la réception du présent marché.



## **ARTICLE 13 - RECEPTION**

### **13.1 Réception des prestations forfaitaires**

Les prestations forfaitaires du présent marché feront l'objet d'une réception prononcée après acceptation sans réserve par le CEA de la prestation et de l'ensemble des livrables établis en exécution du marché.

### **13.2 Réception des prestations sur bordereaux de prix**

La réception des prestations sur bordereaux de prix sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations et des livrables associés.

### **13.3 Réception sur prestations sur devis préalables**

La réception des prestations sur devis préalables sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations sur devis préalables et des livrables associés.

### **13.4 Modalités de réception**

La réception s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

En cas de non-conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se réserve la possibilité d'opérer une refaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter les prestations en l'état pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

## **ARTICLE 14 - GARANTIE**

### **14.1 Garantie concernant les études**

Le Titulaire ne peut pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA. Toutefois, le Titulaire s'engage à faire connaître au CEA les erreurs qu'il y détecterait.

En cas d'erreur imputable au Titulaire dans ses études d'exécution, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais pendant une période d'un (1) an à compter de la réception du marché.



Marché n° 4000XXXXXX

## 14.2 Garantie concernant les travaux

### 14.2.1 Garantie de parfait achèvement (cf. article 34.3 des CGA)

La garantie de parfait achèvement court pendant un délai d'un an à compter de la réception.

Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le CEA, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception dans le délai d'un an courant à compter de la date de réception.

En cas de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, le Titulaire dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception pour procéder aux travaux permettant leur levée.

Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation pour les désordres apparus après la réception sont fixés par le CEA.

En cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Le coût des travaux de levée des réserves peut être prélevé de plein droit par le CEA sur les sommes qu'il reste devoir au Titulaire au titre du Marché.

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord, ou, à défaut, judiciairement.

Si une retenue a été opérée, elle est payée à l'expiration de ladite période de parfait achèvement, dans la mesure où les réserves ont été levées et les désordres réparés. Si les réserves n'ont pas été levées ou les désordres n'ont pas été réparés, le CEA se réserve le droit, après mise en demeure, de faire exécuter les travaux nécessaires par toute entreprise de son choix, aux frais du Titulaire.

### 14.2.2 Garanties biennale et décennale

Les travaux font l'objet d'une garantie décennale (gros ouvrages) et/ou biennale (menus ouvrages) au titre de l'article 1792 du code civil, à l'issue de la réception.

## **ARTICLE 15 - MONTANT**

### 15.1 Montant total du marché

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de [REDACTED] € HT ([REDACTED] EUROS HORS TAXES).

Ce montant ne constitue pas un engagement de dépense pour le CEA.

La décomposition de ce montant est la suivante.

## 15.2 Montant de la partie forfaitaire

Le montant des prestations est fixé à la somme forfaitaire de [REDACTED] € HT ([REDACTED] EUROS HORS TAXES). Ce montant se décompose comme suit :

## 15.3 Partie estimative sur bordereau de prix

Le montant total des prestations sur bordereau de prix est plafonné à la somme de [REDACTED] [REDACTED] EUROS HORS TAXES). Elles seront rémunérées sur la base des unités d'œuvre forfaitaires suivantes :

N°	Intitulé	Unité d'œuvre	€ HT
5a	Nettoyage mécanique, hydraulique, voire chimique, de l'intérieur du piézomètre et retrait du dépôt de fond.	Un piézomètre	
5b	Ouverture ou perforation des crépines et/ou du manchon (perçage mécanique, abrasion par jet, torsion des fils...), nettoyage complémentaire du piézomètre et du massif filtrant (cf Annexe 2 du CCT).	Un piézomètre	
5c	<u>Colmatage imperméable du massif filtrant</u> à travers la crépine (et le manchon) ** en suivant la méthodologie établie lors du test, en plusieurs passes, en mesurant le niveau statique entre chaque passe	Un piézomètre	
5d	<u>Comblement imperméable</u> du tube piézométrique jusqu'à 1 m sous le toit des marnes à huîtres* en plusieurs passes, en mesurant la nouvelle profondeur de l'ouvrage entre chaque passe.	Un piézomètre	
6a	Si nécessaire, ouverture ou perforation supplémentaire des crépines, puis vidange du massif filtrant, sans aspirer l'encaissant	Un piézomètre	
6b	Colmatage de la fuite d'eau d'une nappe vers l'autre à travers la crépine (et le manchon) en plusieurs passes avec mesure du niveau statique entre chaque passe	Un piézomètre	
6c	Comblement imperméable de l'ouvrage jusqu'au niveau du sol, avec cimentation sur les 2 derniers mètres.	Un piézomètre	

6d	Rédaction du 3 <sup>ème</sup> rapport, récapitulant les postes 5 et/ou 6, incluant le mode opératoire proposé pour les postes 7 et 8.	Un rapport	
7a	Nettoyage mécanique, hydraulique voire chimique des crépines à la hauteur des sables de Fontainebleau, en protégeant le récent comblement par un obturateur.	Un piézomètre	
7b	Nettoyage à l'eau du piézomètre jusqu'à stabilisation des paramètres physico-chimiques de l'eau pompée (notamment pH, turbidité)	Un piézomètre	
7c	Inspection télévisuelle de vérification de l'état et du nettoyage des crépines	Un piézomètre	
8a	Remise en place de la pompe et du tuyau d'exhaure en les adaptant à la nouvelle profondeur de l'ouvrage.	Un piézomètre	
8b	Remise en place du tube-guide en l'adaptant à la nouvelle profondeur de l'ouvrage.	Un piézomètre	
8c	Essais de pompage et interprétation en termes de débit et durée de purge actualisés, à appliquer lors des prélèvements.	Un piézomètre	
8d	Rédaction du 4 <sup>ème</sup> rapport récapitulant les postes 7 et 8	Un rapport	

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite (OS) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires

#### 15.4 Partie estimative sur devis préalables

Le montant total des prestations sur devis préalables est plafonné à la somme de ..... € HT ( ..... HORS TAXES).

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération sans autorisation préalable et écrite (FDMDP) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Les devis sont établis sur la base des tarifs suivants :

ETUDE	TRAVAUX
-------	---------

MAIN D'ŒUVRE	Désignation qualification	Taux horaire € HT	Désignation qualification	Taux horaire € HT
Taux N° 1				
Taux N° 2				
Taux N° 3				
Taux N° 4				
Coefficient de peines et soins applicable au prix d'achat HT des fournitures et équipements				
Coefficient de peines et soins applicable au prix d'achat HT des sous-traitances				

### 15.5 Caractère des prix

Le montant des prestations est réputé être établi sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre finale).

Les montants et prix visés aux articles ci-dessus ont un caractère révisable.

## ARTICLE 16 - REVISION

Les prix mentionnés à l'article 14 *supra* et aux annexes correspondantes sont révisables annuellement à compter de la deuxième année d'exécution des prestations, soit au mois de XXX [mois anniversaire du marché].

Pendant le mois précédent la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application des formules suivantes :

$$C = 0,15 + 0,65 \times \frac{ICHTrevTS}{ICHTrevTS_0} + 0,20 \times \frac{FSD2}{FSD2_0}$$

dans lesquelles :

$P$  = prix révisé,

$P_0$  = prix aux conditions économiques initiales,

$C$  = coefficient de révision,

$ICHTrevTS_0$  = valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges  
- Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (identifiant publié à l'INSEE n° 00156xxx), du mois de **XXX 2025 [mois de remise de l'offre]** soit **XXX**,

$FSD2_0$  = valeur de l'indice frais et services divers - modèle de référence n°2, (identifiant publié au Moniteur), du mois de **XXX 2025 [mois de remise de l'offre]** soit **XXX**,

$ICHTrevTS, FSD2$  = dernière valeur connue de ce même indice, publiée au 1<sup>er</sup> du mois précédant la date de révision annuelle (soit au 1<sup>er</sup> XXXX).

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Toute révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition du Titulaire. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix ; l'application de la formule de révision ayant vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisés et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.

## **ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

### **17.1 Echancier de facturation des prestations forfaitaires**

Le montant des prestations forfaitaires sera facturé conformément à l'échéancier suivant :

- 5 % du montant HT des prestations forfaitaires et les taxes correspondantes à l'acceptation par le CEA du PQp,
- 10 % du montant HT des prestations forfaitaires et les taxes correspondantes à l'acceptation par le CEA de la réalisation du poste 1 (Retraits des équipements) ;
- 35 % du montant HT des prestations forfaitaires et les taxes correspondantes, à l'acceptation par le CEA du 1er rapport (Poste 2) ;
- 50 % du montant HT des prestations forfaitaires et les taxes correspondantes, à l'acceptation par le CEA du 2ème rapport (Postes 3 et 4) ;





Marché n° 4000XXXXXX

## 17.2 Prestations sur bordereaux de prix

Les prestations sur bordereau de prix seront facturées toutes taxes incluses, après complète réalisation et acceptation par le CEA. Elles feront l'objet d'une facturation distincte. Le Titulaire s'attachera autant que faire se peut à regrouper plusieurs OS sur une facture mensuelle.

Le dernier BPU ne pourra être facturé qu'à la condition que l'ensemble des livrables attendus, aient été préalablement communiqués et validés par le CEA.

## 17.3 Prestations sur devis préalable

Chaque FDMDP sera facturée, toutes taxes incluses, après complète réalisation et acceptation par le CEA. Elles feront l'objet d'une facturation distincte. Le Titulaire s'attachera autant que faire se peut à regrouper plusieurs FDMDP sur une seule facture.

Les éventuelles FDMDP en moins-values viendront s'imputer en déduction.

## 17.4 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison, ...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire **ou le co-traitant** au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- Le code service : **FAR-C**,
- Le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

### A rajouter en cas de GME

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

Le(s) numéro(s) SIRET qui sera/seront utilisé(s) par le Titulaire (et éventuellement son co-traitant) pour faire parvenir les factures et recevoir les paiements sera/seront le/les suivant(s) :

*(À compléter par le soumissionnaire)*

Dénomination du Titulaire du marché :



Marché n° 4000XXXXXX

Numéro SIRET :

Dénomination du cotraitant du Titulaire :

Numéro SIRET :

**17.5 Régime Fiscal**

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits

**17.6 Conditions de paiement**

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

**ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE**

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

**ARTICLE 19 - PENALITES****19.1 Modalités d'application et plafond**

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- Toutes cumulables,
- Applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- Cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché.

**19.2 Pénalités pour retard d'exécution**

Si le Titulaire ne respecte pas les délais prévus aux articles « Délais d'exécution » et « Remise des livrables », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 1,5/1000 (UN ET DEMI POUR MILLE) du montant total hors taxes du marché par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

**19.3 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de mise à disposition de moyens matériels, sécurité.**

Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions de l'article 18.2 et du chapitre 6 des CGA, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2 000 € HT (DEUX MILLE EUROS HORS TAXES) par constat ou manquement.

**19.4 Pénalités pour absence ou retard aux réunions de chantier**

L'absence non justifiée du Titulaire aux réunions de chantier sera redevable des pénalités fixées à l'article 22.3 des CGA cité à l'article 2 du présent marché.

**19.5 Pénalités pour non-respect des obligations de nettoyage du chantier**

Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions des Spécifications Techniques en termes de nettoyage du chantier, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 750 € HT (SEPT CENT CINQUANTE EUROS HORS TAXES) par manquement constaté.

**19.6 Pénalités pour non-respect du délai de levée des réserves**

En cas de retard du Titulaire sur le délai de levée des réserves fixé à l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera passible d'une pénalité de 500 € HT (CINQ CENTS EUROS HORS TAXES) par jour ouvré de retard.

**19.7 Pénalités pour non-respect des exigences environnementales et sociales**

En cas de non-respect des dispositions prévues dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06, visée à l'article 2 du marché, le Titulaire sera redevable des pénalités mentionnées dans cette consigne.

Si le Titulaire ne respecte les engagements de son analyse environnementale ou les exigences de la clause sociale, celui-ci sera passible d'une pénalité de 200 € HT (DEUX CENTS EUROS HORS TAXES) par manquement constaté.



Marché n° 4000XXXXXX

Pour le CEA, le

Signature :

Pour le Titulaire, le

Signature :





## **ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE**

### **1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel**

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- Aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- Au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L. 4511-1, art R. 4511-1 et suivants),
- Aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre (pour le site de Saclay) ou de son délégataire (pour le site de Fontenay-aux-Roses).

### **2. Habilitation - Certification**

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc.) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

### **3. Accès au Centre**

#### **3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)***

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- Trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

#### **3.2 *Liste des employés du Titulaire***

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.



Marché n° 4000XXXXXX

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

### 3.3 *Délivrance du badge d'accès*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'entrée du Centre CEA concerné au niveau de l'accueil des entreprises muni des pièces suivantes :

#### Pour le personnel de l'Union Européenne :

- Le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC),
- Une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour),
- L'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

#### Pour le personnel hors Union Européenne :

- Le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie ;
- Le titre de séjour,
- L'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

### 3.4 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affectés à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

#### 4. **Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire**

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- Mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- S'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- Et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

#### 5. **Inspection commune préalable (ICP)**

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

#### 6. **Suivi médical**

##### 6.1 *Dispositions générales*

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- À prendre rendez-vous avec le secrétariat des Entreprises Extérieures du Service de Prévention et Santé au Travail (SPST) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- À faire passer les examens complémentaires prescrits par le SPST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- À exiger de son personnel qu'il se présente au SPST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SPST,



Marché n° 4000XXXXXX

- À fournir au SPST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SPST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses Sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le SPST du CEA. Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses Sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le SPST du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.





Marché n° 4000XXXXXX

**ANNEXE 2 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX  
OU UNITES D'ŒUVRE (BPU)**

ORDRE DE SERVICE N° ...					
Marché n°4000		Titulaire : .....			
N° UO	Objet	Coût unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)	Délais
Montant total : .....					€ HT
Commentaires : ..... ..... ..... .....					
		CEA			
NOM					
DATE					
SIGNATURE					

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager de BPU au-delà des quantités et des montants indiqués sur l'ordre de service sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.



Marché n° 4000XXXXXX

### **ANNEXE 3 – MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE)**

N° de Fiche : ..... Indice : .....

Fiche créée le : .....

N° marché : ..... Fournisseur : .....

Objet du marché : .....

Imputation de la FDMDP : ☐ Montant plafond des prestations sur devis préalable du marché mentionné au marché☐ Avenant à réaliser☐ A définir ultérieurement

Référence du devis : .....

Nature de la modification : ☐ ETUDES ☐ TRAVAUXOrigine de la modification : FAITS IMPREVISIBLES : ☐MODIFICATION DU BESOIN (demande CEA) : ☐AUTRES MOTIFS : ☐

DETAIL DE LA MODIFICATION DEMANDEE : .....

.....

.....

.....

.....

.....

COUT DE LA MODIFICATION<sup>1</sup> :

DELAIS DE REALISATION :

.....

.....

.....

INCIDENCE SUR LE PLANNING GLOBAL :

TOTAL FORFAITAIRE : .....

.....

APPROBATION DE LA FDMDP (cette fiche n'est validée que si elle est signée des parties)

	CEA	MAITRE D'OEUVRE	TITULAIRE
NOM			
DATE			
SIGNATURE			

<sup>1</sup> Joindre la décomposition détaillée des coûts selon les prérequis du marché pour les prestations sur devis préalable et tous les justificatifs.